

Macron et l'Eglise : inflexion ou continuité ?



Article rédigé par Roland Hureaux, le 14 mai 2020

Source [Roland Hureaux] Le nouvel évêque de Nanterre, Mgr Matthieu Rougé, a justement protesté contre le délai imposé à la reprise des cultes au titre du déconfinement, plus long que celui des autres activités. Pour le gouvernement, il est plus urgent de réouvrir les écoles et les commerces que les églises. L'évêque y voit un traitement peu respectueux pour les religions, une attitude « indigne de notre démocratie », n'hésitant pas à évoquer un « *anticléricalisme* » gouvernemental.

Il ne s'agit pas d'un fait isolé : personne ne tient certes Christophe Castaner pour un enfant de Marie, mais l'irruption de la police dans l'église Saint André de l'Europe où se tenait une célébration légale à huis clos confirme le mépris des équipes Macron pour l'Eglise catholique.

Mgr Rougé croit voir dans ces procédés cavaliers une « inflexion » de la politique gouvernementale. Quelle inflexion ? Macron et son équipe sont dans la stricte continuité de ce qu'ils sont depuis le début.

A peine arrivé à Bercy, Macron ministre des finances avait liquidé le principe des allocations familiales universelles. Dans sa campagne électorale il promettait d'instaurer le « droit » des femmes seules ou en couple à la fécondation artificielle, promesse tenue depuis, et laissait mêmes espérer un assouplissement de l'euthanasie. L'affaire Vincent Lambert où il était, n'en doutons pas, à la manœuvre, a montré la direction.

Sa politique étrangère fut dès le début hostile aux intérêts des chrétiens d'Orient.

Les évêques l'ont néanmoins reçu en grande pompe aux Bernardins, le 9 avril 2019. Cérémonie sans précédent dans l'histoire de France. Pour qui a bien écouté son discours, il leur crachait à la figure qu'il ne tiendrait aucun compte de leur opinion (qui sont celles de l'Eglise mais aussi l'expression de la morale naturelle) en matière de bioéthique. Il n'admettait même pas qu'ils la disent, seulement qu'ils « questionnent ». Cela ne l'a pas empêché de recevoir une *standing ovation*. Cet enthousiasme fut trouvé incongru par beaucoup mais il était aussi bien imprudent au cas, fort possible, où la carrière de Macron se terminerait par une forme ou une autre de *damnatio memoriae*.

Sous prétexte de faire face à l'épidémie du virus couronné, le présent gouvernement a lâché en catimini un assouplissement de l'euthanasie (dite « sédation profonde ») pour les plus de 70 ans et un allongement du délai où l'avortement chimique. Le ministre de la santé qu'il vient de nommer, Olivier Véran, déplore publiquement la baisse du nombre d'avortements ; ainsi, par derrière la lutte contre la pandémie, la culture de mort est à l'œuvre. Ceux qui la promeuvent avec tant d'acharnement ne sont-ils pas les mêmes qui ont si lamentablement géré la crise sanitaire, en liaison avec l'OMS et les équipes de Bill Gates, ami de Macron qui veut réduire de 90 % le nombre des hommes ?

Il est clair que dans l'attitude du présent gouvernement, il n'y a aucune inflexion mais une parfaite continuité.

Quand 42 % des catholiques pratiquants votent *En marche* aux européennes (pour une moyenne nationale de 24 %), avouons que c'est bien cher payé. Pourquoi se gêner avec un troupeau de brebis qui voteront quand-même pour vous ? Nous voulons croire que les évêques ne soient pas responsables de cet aveuglement. On aimerait en être sûr. Cette crise aura eu au moins le mérite de permettre à certains d'entre eux d'ouvrir les yeux sur la véritable nature du régime Macron. « *Il n'est rien de caché qui ne doive être révélé* » (Lc 2,12).

Roland HUREAUX